

EDITO

Retraites : gagnons l'abrogation des 64 ans !

SOMMAIRE

- 1 – Edito
- 2 – Nouveau gouvernement
- 3 – Actu départementale
- 4 – Retraités
- 5 – Plan blanc à l'Hôpital de Lons
- 6 – Formations syndicales
- 7 – Indecosa-CGT
- 8 – KANKOIHOUKI

Pour joindre l'UD

(permanences de 8H à 13H30)

Tel : 03.84.24.43.65

Ou ud39@cgt.fr

Site Internet : www.cgtjura.fr



Page Facebook

« Union Départementale CGT du Jura »



Deux ans après notre mobilisation historique, le gouvernement est contraint d'ouvrir des concertations pour revoir la réforme des retraites. Cependant, patronat et gouvernement vont tout faire pour empêcher l'abrogation de la réforme. Seule notre mobilisation peut faire la différence

64 ans, ça ne passe pas !

D'ailleurs tous ceux qui ont défendu le recul de l'âge de la retraite ont été sanctionnés dans les urnes. En transparence, la CGT rendra publique la concertation.

La concertation sur les retraites ne doit pas servir à légitimer la loi jamais votée, imposée par 49.3 en 2023 contre la volonté de la population.

Aujourd'hui, plus de 70% de la population est pour l'abrogation de la réforme des retraites. Pour que la démocratie soit respectée, la CGT exige dans tous les cas un vote au Parlement ou la consultation des français-es par référendum.

Lors de ces concertations, les organisations syndicales vont se heurter au patronat et au gouvernement qui ne veulent pas revenir sur les 64 ans. Alors que de nombreux leviers existent pour trouver les 16 milliards d'euros dont le système a besoin à l'horizon 2030, le patronat refuse par principe toute recette supplémentaire. Pire, ils veulent confier une partie de nos retraites aux fonds spéculatifs en mettant en place de la retraite par capitalisation.

Le Bureau de l'UD CGT.

Nouveau gouvernement : Une déclaration de politique générale très loin des attentes du monde du travail

La CGT s'alarme d'une déclaration de politique générale à mille lieues des attentes du monde du travail. Le Premier Ministre n'a apporté aucune réponse à la question des salaires, des services publics et de l'emploi notamment.

Dans un contexte où la CGT recense plus de 300 plans de licenciement menaçant quelques 200 à 300 000 emplois, où l'hôpital public est au bord du gouffre, et où le pouvoir d'achat est toujours en baisse, la priorité du gouvernement est visiblement de poursuivre la coûteuse politique de l'offre et de cadeaux aux grandes entreprises et aux plus riches. Même le précédent gouvernement avait pointé le besoin de justice fiscale, aujourd'hui écarté d'un revers de main par le nouveau Premier Ministre !

La CGT appelle le Premier Ministre à s'émanciper de la tutelle du patronat !

Alors que les fonctionnaires ont été très nombreux et nombreuses à se mobiliser le 5 décembre dernier, le Premier Ministre n'a annoncé ni la suppression des 3 jours de carence, ni l'abandon des 4 000 suppressions de postes dans l'Education nationale. Au contraire, il a confirmé les 2,2 milliards de coupes budgétaires pour les collectivités territoriales.

La grave paupérisation de nos hôpitaux, de nos écoles et de nos infrastructures impose pourtant un plan de financement ambitieux et une fiscalité plus juste pour répondre aux enjeux d'avenir, au défi environnemental, au vieillissement de la population et au désenclavement de nos territoires.

Sur l'audiovisuel public, le Premier Ministre reprend les contours d'une réforme coûteuse qui fragilise la pluralité et la richesse éditoriale si précieuses à notre vie démocratique.

Grâce à la mobilisation des soignant-es, le Premier Ministre annonce une très légère augmentation de l'ONDAM, très loin cependant des besoins des hôpitaux et des EHPAD et recule sur le déremboursement des médicaments et des consultations médicales.



Actualité départementale

Scènes du Jura : Fin des NAO

La NAO (négociation annuelle obligatoire), initiée par le SYNPTAC-CGT, aux Scènes du Jura vient de se conclure par un accord. Les salariés permanents seront augmentés de 100€ net par mois avec une rétroactivité au 1^{er} octobre, les salariés intermittents verront leurs taux horaires augmenter d'1€.

Les salariés obtiennent également une hausse des tickets restaurants qui passent de 7,50€ à 9,17€ (la prise en charge employeur passe de 4,50€ à 5,50€). Bravo !



5 Décembre 2024 : journée nationale avec grèves et manifestations

Journée de grève et de manifestations, à l'appel de 7 syndicats, pour exiger que le ministre de la Fonction Publique renonce aux 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, à la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie et au non-versement de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) Environ 400 manifestants dans le Jura.



En janvier 2025 : élections aux chambres d'agriculture !

Ces élections concernent l'ensemble du secteur agricole, avec un collège des salariés de la production agricole (3A). Ces élections déterminent la représentativité des organisations syndicales en agriculture. Pour ce collège, ce sont environ 1.5 millions de salariés qui sont impactés.

Vous connaissez des salariés du secteur agricole (ils cotisent à la MSA) : Invitez les à voter !

Les électeurs sont appelés à **voter en ligne ou par voie postale**, dès réception du matériel de vote, **jusqu'au 31 janvier 2025**.

ELECTION 2025
CHAMBRES D'AGRICULTURE



Retraités : l'heure est à la mobilisation !

Face à la multiplication des attaques et des stigmatisations des retraité-es par les gouvernements successifs, l'UCR-CGT a proposé aux autres organisations syndicales et aux associations de défense des retraité-es de lancer, à nouveau, un appel à la mobilisation.

Gouvernement, patronat, et "experts" en tous genres n'ont cessé, ces derniers mois, d'accuser les retraité-es de tous les maux. Elles et ils seraient responsables d'une grande partie de la dette du pays et du prétendu « déficit de la Sécurité sociale ».

Cela revient à oublier rapidement les milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, ainsi que les aides publiques massivement versées à ces mêmes entreprises, sans aucune contrepartie en termes d'emploi, de formation professionnelle ou de revalorisation des salaires.

Non, les retraité-es ne sont ni des nanti-es ni des privilégié-es :

- 60 % des retraité-es perçoivent une pension inférieure au SMIC.
- 31 % des retraité-es gagnent moins de 1 000 € par mois, dont 74 % sont des femmes.
- 11 % des retraité-es vivent en situation de pauvreté, voire de misère, avec une pension moyenne de 790 € par mois.

N'ayant plus les moyens pour se soigner :

- 700 000 retraité-es n'ont pas complémentaire santé ou mutuelle.
- 1, 6 millions d'entre elles et eux ne se soignent plus ou peu.

Dans ce contexte, pour la CGT, le PLF (projet de loi de finances) et le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité Sociale) 2025 devraient inclure des mesures fortes pour la revalorisation des retraites et le financement de la Sécurité sociale. Ces mesures doivent permettre à la population de bénéficier d'une protection sociale digne du 21^e siècle, plutôt que d'imposer des millions d'euros d'économies sur le dos des retraité-es et des personnes les plus précaires.

L'UCR-CGT, ainsi que la FSU, Solidaires Retraités, la CFE-CGC, la CFTC, la FGR-FP, LSR, Ensemble-Solidaires et l'UNRPA, appellent l'ensemble des retraité-es à s'organiser, débattre et se mobiliser dans les régions le 20 mars 2025.

Dernière minute : en préparation l'idée d'une manifestation régionale à DIJON le 20 mars 2025, avec des bus au départ du Jura.

Plus d'informations prochainement !

Plan blanc à l'hôpital : plan noir pour la population et la santé.

Macron peut nous souhaiter une bonne santé, il a bien raison car surtout ne tombons pas malade.

Comment allons-nous nous soigner ? Avec un manque de médecins de plus en plus criant, les malades affluent à l'hôpital. Pour commencer, passage en « gare de triage » pour savoir si notre cas est urgent ou pas, 2 à 3 h d'attente, et jusqu'à 7h voire plus d'attente. Là, vous voyez passer le personnel en courant, qui n'a même pas le temps de s'occuper d'un malade qui veut aller aux toilettes...

Enfin c'est votre tour, si vous avez une radio à passer rebelote attente interminable. Si vous êtes de ceux qui doivent être hospitalisés, c'est la course pour vous trouver un lit. Le pire ce n'est pas un manque de matériel mais la fermeture de services entiers faute de personnel.

L'hôpital de Lons le Saunier, qui n'est qu'un exemple, n'est plus en mesure de soigner les patients correctement. Même le personnel se sent coupable de ne pas pouvoir exercer son métier correctement. Ils le disent et ils estiment que ce n'est ni plus ni moins que de la maltraitance, bien entendu involontaire et subie par les soignants eux-mêmes. Sur cet hôpital plus question de prendre rendez-vous pour passer une échographie faute de radiologue. Les patients sont dirigés vers un centre privé avec bien entendu un dépassement d'honoraire. Alors certains renoncent, faute de moyens. Malheureusement toute la France, Métropole et Outre-mer, est dans cette situation.

Que reste t'il de notre Sécurité Sociale ? Cette question, nous sommes nombreux à nous la poser. Le système de santé se dégrade à cause d'un gouvernement qui ne le prend pas en compte, de professionnels qui en veulent toujours plus en appliquant des dépassements hors normes, des laboratoires qui profitent de la situation en faisant fabriquer dans des pays à bas coûts et en revendant à des prix exorbitants.

La situation est grave puisqu'à l'heure actuelle 50 médicaments sont en rupture de stock total dont certains sont vital pour des patients. 5000 médicaments sont en pénuries. 1 français sur 2 est en manque de traitement. Cette situation était prévisible et certains dont la CGT avait tiré la sonnette d'alarme 30 ans plus tôt.

L'urgence est de rétablir ce qui fait la force de notre système de santé qui était un exemple dans le monde entier. Pour l'instant ce qui est fait, n'est que du bricolage et ce n'est pas le nouveau gouvernement qui va arranger la situation.

Pour nous la seule échappatoire c'est la lutte avec la CGT. Reconquérir nos conquies devient une priorité, nous devons nous mobiliser pour refaire vivre le précepte de celui qui a œuvré pour une Sécurité sociale pour tous, Ambroise CROISAT : « *on cotise selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins* ».

Texte de Danièle DUPIC, retraitée FNAF

Photo prise par une patiente en attente de soin à l'hôpital de Lons le Saunier



Formations syndicales



équiper pour agir

Formation-Action sur les Droits Humains Fondamentaux

Les Droits Humains Fondamentaux constituent une ligne rouge qu'un employeur, une direction ne peuvent franchir. A condition de les connaître. Dans ce volet formation, il s'agit de se familiariser avec eux : «Les Droits Humains Fondamentaux constituent le fil rouge qu'un employeur, une direction ne peuvent franchir. A condition de les connaître. Il s'agit de se familiariser avec eux car les faire vivre, c'est commencer à reprendre la main. Il s'agit aussi de définir des situations réelles de travail et de vie pour construire des démarches syndicales concrètes, pour réimposer ce qui nous protège, surtout quand on n'a pas le rapport de force.»

Une première journée sur ce thème en octobre dernier, a été fortement appréciée. C'est pourquoi, nous proposons à nouveau une première journée pour découvrir ce sujet pour d'autres camarades intéressés.

Cette formation se tiendra le lundi 24 mars 2025, à l'UD CGT à Lons.

Accueil à partir de 8 H 30 – Début de la formation à 9 H 00

DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX : la suite de la formation-action pour les camarades ayant suivi la première journée !

Lors du bilan de la première journée en octobre dernier, il était demandé une suite.

Celle-ci aura lieu les 10 et 11 mars 2025, à l'UD CGT à Lons.

Accueil à partir de 8 H 30 – Début de la formation à 9 H 00

A partir de situations de travail que vous aurez déterminées avant le stage, il s'agira de revisiter les notions, d'en acquérir de nouvelles, par la mise en œuvre de démarches syndicales. Se protéger au travail tout en essayant d'améliorer le quotidien reste un enjeu majeur.

Les demandes d'absences pour formation syndicale sont à faire un mois avant auprès de l'employeur.

*Et pensez à vous inscrire à l'UD : **par mail à ud39@cgt.fr***

Formation des membres de la CFC de l'UD :

Le 24 janvier dernier, les trois membres de la Commission Financière de Contrôle élus lors du dernier congrès de l'UD, ont suivi une journée de formation en présence de Céline CLAUDE, responsable à la politique financière de l'UD. La formation était animée par Michel FAIVRE-PICON.





INformation et DEfense des COnsommateurs SALariés de la CGT

DÉMOCRATIE et RÉSEAUX SOCIAUX : INDECOSA-CGT appelle les consommateurs français à se désabonner du réseau social "X"

À l'instar de l'association de consommateurs suédoise "Ethical consumer, INDECOSA-CGT appelle l'ensemble des consommateurs à se détourner du réseau social X (ex-Twitter) et accessoirement à renoncer à acheter des véhicules électriques TESLA.

En effet, le milliardaire américain Elon MUSK, patron du réseau social X et de TESLA, après avoir appuyé financièrement Donald Trump lors de la campagne présidentielle du républicain en 2024, a multiplié récemment les déclarations tonitruantes de soutien au parti d'extrême-droite allemand AFD en le qualifiant de "dernière étincelle d'espoir" pour le peuple allemand. À deux mois des élections législatives en Allemagne, ce positionnement vise à déstabiliser délibérément une des principales démocraties européennes.

Elon Musk a également engagé des actions de communication et de déstabilisation au profit de l'extrême-droite britannique. Chargé par le président élu américain Donald Trump de "démanteler la bureaucratie gouvernementale", Musk s'est prononcé pour la suppression du Bureau de protection des consommateurs en matière financière (CFPB), créé après la crise des "subprimes" de 2008. D'une manière générale, notamment dans le domaine du numérique, Elon Musk se positionne contre toute forme de régulation au profit des consommateurs et des citoyens. L'homme le plus riche du monde entend se servir, à l'échelle mondiale, de son réseau social comme d'un outil de propagande et de désinformation.

C'est pourquoi le réseau social X (anciennement Twitter) est déserté par nombre d'internautes, parmi lesquels des médias nationaux influents comme The Guardian (10,8 millions d'abonnés). En France, Ouest France et Sud-Ouest ont claqué la porte du réseau social X. La Vanguardia en Espagne ou encore Dagens Nyheter en Suède ont suivi le même chemin.

Dans le même esprit, INDECOSA-CGT appelle l'ensemble des internautes abonnés au réseau social X à se désabonner de ce réseau social utilisé aujourd'hui par son propriétaire, Elon Musk, comme un outil de désinformation et de promotion des partis d'extrême-droite en Europe et au-delà.



quand, quoi,
où, qui



2025

QUAND	QUOI	OU	QUI
28 février 2025	Commission Exécutive de l'UD	Lons	Les membres de la CE de l'UD
8 mars 2025	Journée internationale de lutte pour les droits des femmes	Partout	Tous
10 et 11 mars 2025	Formation-action sur les droits humains fondamentaux	Lons	Réservé aux camarades ayant participé à la première journée de formation en octobre 2024
20 mars 2025	Journée d'action des retraités	Manifestation régionale à DIJON (sous réserve de confirmation)	Tous
24 mars 2025	Formation-action sur les droits humains fondamentaux	Lons	Tous les militants intéressés



- ⇒ **UD du JURA** - Tel : 03 84 24 43 65
- ⇒ Email : ud39@cgt.fr
- ⇒ **UL LONS LE SAUNIER** -Tel :03 84 47 65 31
- ⇒ Email : cgt-lons@orange.fr
- ⇒ **UL DOLE** - Tel : 03 84 72 03 77
- ⇒ Email : cgt.dole@orange.fr
- ⇒ **UL A/P/S/M** - Tel : 06 08 87 65 87
- ⇒ Email : cgt.arbois@orange.fr
- ⇒ **UL CHAMPAGNOLE** - Tel : 03 84 52 49 03
- ⇒ Email : cgtchampa.com@gmail.com
- ⇒ **UL SAINT CLAUDE** - Tel: 06 86 78 55 86
- ⇒ Email: cgt.saintclaud@gmail.com